

Services financiers de La Poste

Mort annoncée du mandat cash ordinaire

A la veille de la négociation du futur "Contrat d'Entreprise" 2018-2022 entre l'état et la Poste qui sera signé en fin d'année, La Poste adresse à nouveau un très mauvais signal. Suite à la suppression du "Mandat Cash Urgent" cet été, elle annonce maintenant l'arrêt du service du "Mandat Cash Ordinaire" pour le 31 janvier. La raison officielle est toujours la même : la lutte contre le blanchiment d'argent.

Piètre cache-sexe d'une politique qui ne veut pas dire son nom, surtout à l'ère du numérique où l'argent n'a jamais aussi facilement circulé et sans contrôle. En effet, le montant moyen des sommes envoyées grâce au "Mandat cash Ordinaire" s'élève... à quelques centaines d'euros par envoi ! Ce qui est moins anodin, c'est le nombre d'opérations qui dépassent les 5 millions par an, un volume conséquent qui repose sur les réels besoins d'une population qui n'a pas d'autres choix.

En guise d'alternative, La Poste propose le produit Western Union, quasiment la même chose que le mandat cash, sans plus de garanties contre le blanchiment d'argent et surtout dont la charge ne repose pas sur la mission d'accessibilité bancaire à laquelle les services financiers de La Poste pouvoient largement de par leur proximité avec les clientèles défavorisées.

Pour SUD PTT, c'est toujours la même population qui fera les frais de cette politique qui tourne le dos au service public: les plus démunis. Pour ces derniers la suppression de ce service ne fera qu'accroître la fracture bancaire !

Quant aux belles paroles du futur Contrat d'Entreprise : "La Poste a un rôle à jouer pour contribuer au renforcement du lien social, facteur de cohésion pour les populations et sur les territoires.", encore une fois, il y a loin de la coupe aux lèvres !

Ce sujet fera partie de la discussion sur l'accessibilité bancaire lors de la rencontre avec le ministre de tutelle, Benjamin Griveaux, le 23 novembre prochain autour de la présentation du futur contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste.

Paris le 21 novembre 2017